

**Demande d'examen au cas par cas préalable
à la réalisation d'une évaluation environnementale
pour le zonage d'assainissement de Ballancourt-sur-Essonne**

**Article R. 122-17 II du code de l'environnement
Zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L2224-10
du Code Général des Collectivités Territoriales**

I INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.

La personne publique responsable¹ doit transmettre à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre les réponses aux questions détaillées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE². Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet.

Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

¹ La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCI,...)

² Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 5

1. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

- la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;
- la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;
- les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;
- le caractère cumulatif des incidences ;
- la nature transfrontalière des incidences ;
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple) ;
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
 - = de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;
 - = d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;
 - = de l'exploitation intensive des sols ;
- les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.

II QUESTIONNAIRE

Questions générales de contexte

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement, de Réseaux et de Cours d'Eau « SIARCE » gère les réseaux d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales ainsi que la rivière sur la commune de Ballancourt-sur-Essonne.

Les réponses du SIARCE au présent questionnaire sont apportées directement en bleu dans le corps du texte ci-dessous.

- **Caractéristiques des zonages et contexte**

1. Une démarche de schéma directeur d'assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?

Le Schéma Directeur d'Assainissement de la commune de Ballancourt-sur-Essonne a fait l'objet d'une révision en 2009. Cette étude a permis d'élaborer les zonages d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales qui sont intégrés dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune en vigueur.

2. Est-ce une révision de zonage d'assainissement ?

Oui

- Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes?

Annexe1 : plan du zonage d'assainissement collectif et non collectif d'eaux usées.

Annexe2 : plan du zonage d'assainissement d'eaux pluviales.

- Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision?

La modification du zonage d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales concerne la rue Paul Naudé. Cette rue est actuellement classée en « *zone d'assainissement non collectif* » pour les eaux usées et en « *zone où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement* » pour les eaux pluviales.

Des travaux d'assainissement sont envisagés par le SIARCE dans cette rue. Ils consistent à créer un réseau public d'eaux usées permettront le passage en « *zone d'assainissement collectif* ». Aussi, des aménagements pour assurer la collecte, le traitement et le stockage des eaux pluviales seront mis en place, permettront le passage « *en zone où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation du sol et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.* ».

- Quelle est la date d'approbation du précédent ?

Les zonages d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales ont été approuvés par l'assemblée délibérante de la commune le 8 mars 2012.

3. La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une modification/révision/création d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ? **Non**

4. Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale ?³

Un projet de Développement et d'Aménagement Durables (PADD) a été élaboré au moment de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune.

5. Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?

Oui. (annexe2 : zonage d'assainissement d'eaux pluviales).

- Si non, pourquoi ?

³Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

- Si oui, qu'est ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage?
 - limiter les débordements des eaux pluviales,
 - limiter les inondations en aval,
 - imposer aux futurs aménageurs de gérer les eaux pluviales à la parcelle et de limiter le débit de fuite en cas de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales.

6. Avez vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. **Oui**

Le Schéma Directeur de l'Assainissement de la commune préconise :

- la création d'un bassin de rétention rue du Martroy/ rue Blanchard,
- le réaménagement du bassin de rétention situé rue Martroy (les travaux de réaménagement sont en cours de réalisation) et la mise en place d'un séparateur à hydrocarbures

Ces aménagements ont été créés.

Concernant les eaux pluviales de la rue Paul Naudé, elles sont gérées par deux puisards qui fonctionnent mal. Des aménagements pour maîtriser le ruissellement et le traitement des eaux avant rejet dans l'Essonne sont prévus.

- Si non pourquoi ?
- Si oui, qu'est ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?

La mise en place de ce zonage nous permet d'être conformes avec les dispositions de l'article L2224-10 du CGCT.

La création des bassins de rétention permettra de limiter le débordement des réseaux d'eaux pluviales situés à l'aval ainsi que les inondations. Ils sont dimensionnés pour une pluie de période de retour 10 ans et un débit de fuite de 1l/s/ha. Quant aux ouvrages de traitement (séparateurs à hydrocarbures), ils permettront de capter et traiter la pollution à la source pour protéger le ru de Ballancourt et la rivière Essonne.

Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?

La commune de Ballancourt-sur-Essonne est dotée d'un système de collecte des effluents, à vocation séparatif (quelques tronçons unitaires persistent mais ne représentent que 0.7%) (annexe3 : cartes des réseaux d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales de la commune de Ballancourt-sur-Essonne). Des travaux de suppression des tronçons unitaires sont en cours.

7. Existe t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ? Des ouvrages de stockage et d'infiltration des eaux pluviales sont présents dans le territoire de la commune (tableau récapitulatif).

Ouvrages	Site	CAPACITE (m3)
Bassin d'infiltration	RN191/RD 74	2000
Bassin de rétention	RUE DES TOURTERELLES	400
Bassin d'infiltration	ZAC DE LA GIRAFE	1500
Bassin de rétention	MARCHE COUVERT	80
Bassin de rétention	MARTROY	210
Bassin de rétention	LES GROS	200
Bassin d'infiltration	RUE AMPERE	150
Bassin de rétention	RUE BLANCHARD	102
Bassin de rétention	LES PEIRREUX	400

Tableau n° 1- Récapitulatif des ouvrages de rétention et d'infiltration présents sur la commune de Ballancourt-sur-Essonne

8. Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? (environ en ha)

D'après le Plan Local d'Urbanisme de la commune, environ 18,5 ha restent à urbaniser :

- 567 logements nouveaux sur la commune pourraient être réalisés à court/moyen terme, (horizon 2020-2025) ;
- 757 logements au total sont réalisables sur les zones urbaines ou à urbaniser sur le long terme.

Ces perspectives d'urbanisation sont répertoriées dans le zonage d'assainissement collectif.

Il ressort des pièces du PLU que le secteur de la rue Paul Naudé est un secteur urbain à habitat individuel dont l'extension est prévu sous forme d'habitation individuelle. Au vu de la carte du Zonage du PLU, il est à noter que l'urbanisation a pris en compte la zone du PPRI et les obligations liées aux protections environnementales.

Le projet d'aménagement et de développement durable classe le rue Paul Naudé dans le secteur urbain à renouveler en valorisant les dents creuses et le bâti ancien. Le PADD met en avant la protection de l'espace dit « Couloir de l'Essonne ».

D'après le zonage **PPRI**, le secteur pourra se développer mais de manière assez limité.

• **Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées**

9. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs)? **Non**

10. Est ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

- d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a t il été réalisé? **Non**
- d'une zone conchylicole ? **Non**
- d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?

Le réseau auquel appartient la commune de Ballancourt-sur-Essonne est alimenté par un mélange d'eau de la rivière Essonne et d'eau souterraine (3 forages) traitées à la station d'Itteville (collectivité limitrophe).

• d'un plan de prévention des risques d'inondations ? **Oui, la commune de Ballancourt-sur-Essonne est comprise dans le périmètre du PPRI de la Vallée de l'Essonne, approuvé le 18 juin 2012.**

11. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur :

• Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?

Oui, la commune de Ballancourt-sur-Essonne est comprise dans le périmètre du SAGE Nappe de Beauce et milieux aquatiques associés, qui a été approuvé le 11 juin 2013.

• Directive Territoriale d'Aménagement (DTA)?

La DTA n'existe pas en Essonne.

• Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?

La commune de Ballancourt-sur-Essonne est membre de la Communauté de Communes du Val d'Essonne. Le conseil communautaire a approuvé le SCOT le 29 janvier 2008.

• **Autres**

• **Autres :**

12. Le territoire dispose t-il :

- de cours d'eau de première catégorie piscicole ? **Non**
- de réservoirs biologiques selon le SDAGE ? **Non**

13. Y a t-il une zone environnementalement sensible à proximité :

• **Natura 2000 ?**

Le territoire de Ballancourt-sur-Essonne n'est pas directement concerné par un périmètre de site Natura 2000, mais il jouxte celui des "marais de Fontenay le Vicomte" (522 hectares de zone de protection spéciale, FR1110102).

- **ZNIEFF1 ?**

La commune de Ballancourt-sur-Essonne est concernée par **trois ZNIEFF de type 1. Il s'agit :**

- 110001538 - CARRIERES A BALLANCOURT
- 110320031- MARAIS DE SAINT-BLAISE
- 110001527- ZONE HUMIDE D'ECHARCON, DU BOUCHET A MENNECY.

- **Zone humide ?** Les ZNIEFF de types 1 et 2 mentionnées couvrent l'ensemble du fond de vallée de la rivière Essonne sur la commune de Ballancourt. L'ensemble des zones humides potentielles liées aux cours d'eau sont donc signalées.

- **Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?** Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la région Ile-de-France (SRCE), approuvé le 21 octobre 2013, la rivière Essonne, les marais et étangs situés dans le fond de vallée sont répertoriés comme étant des composantes de la trame bleue régionale. L'Essonne est identifiée comme étant un cours d'eau fonctionnel. Les étangs et marais sont identifiés comme étant des corridors et continuums de la trame bleue, ainsi que des réservoirs de biodiversité.

Des tronçons du ru de Ballancourt (ceux aujourd'hui à ciel ouvert) sont identifiés comme des cours d'eau intermittents fonctionnels.

D'après les objectifs de préservation et de restauration du SRCE, la rivière Essonne et ses corridors alluviaux, ainsi que ses milieux humides annexes (étangs, marais) sont à préserver.

Concernant la trame verte, un corridor de la sous-trame herbacée traverse la commune et un corridor de la sous-trame arborée est identifié dans la partie sud de la commune. Le bois situé au sud est de la commune est également identifié comme réservoir de biodiversité.

Présence connue d'espèces protégées ? Non

- **Autres : ZNIEFF type 2 :**

 110001514- VALLEE DE L'ESSONNE DE BUTHIERS A LA SEINE

Quel est le niveau de qualité⁴ des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ?

Les objectifs d'atteinte du bon état écologique sont fixés à 2015 (en cours de modification à 2021 pour l'Essonne aval) et ceux du bon état chimique à 2027. La qualité écologique est actuellement moyenne sur la rivière Essonne aval et bonne sur la Juine aval.

14. **Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?**

Le nouveau Plan Local d'Urbanisme de la commune prévoit l'urbanisation d'environ 18,5 ha, soit environ 9% de plus qu'actuellement (voir réponse 8).

15. **Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?** Non

Questions spécifiques

1. Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées.

- **Caractéristiques du zonage et contexte**

1. **Y a-t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?**

La modification du zonage d'assainissement concerne uniquement la rue Paul Naudé (annexe 4 : la situation de la rue Paul Naudé).

2. **Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées⁵ ? Les plans détaillés du réseau sont joints sur support numérique.**

⁴L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr/>

⁵Selon le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable

- Ce schéma est-il programmé ou en cours de réalisation pour l'échéance fin 2013 ? **sans-Objet**

3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?

Les installations d'assainissements non collectifs n'ont pas fait l'objet d'un contrôle. Le SPANC du SIARCE prévoit de réaliser le contrôle de conformité des 6 installations existantes en 2015.

- Les non-conformités ont-elles été levées ? **sans objet**
 - Sont-elles en cours ? **sans objet**
4. Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif?

Le règlement d'assainissement non collectif du SIARCE ne prévoit pas de minimum parcellaire.

- ***Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine***

5. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ? **Oui. (annexe 5 : arrêté d'autorisation de prélèvement d'eaux potable)**

- Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ? **Non**

6. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?

L'exutoire final des eaux usées traitées en ANC dépendra de la nature de la filière choisie par le propriétaire, de la situation de la parcelle par rapport à l'exutoire et l'accord du gestionnaire de l'ouvrage public (rivière, réseau d'eaux pluviales).

7. La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?

La station d'épuration EXONA a été réhabilitée et redimensionnée à 96 000 Eq/H en 2009, extensible à 110 000 Eq/H. Aujourd'hui, elle traite les eaux usées d'environ 80 000 équivalents-habitants.

- Par temps sec ? **Aucun**
- Par temps de pluie ? **oui, dû aux mauvais raccordements**
- De façon saisonnière ? **Possible, lors des remontées des niveaux de nappes.**

8. Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU)?

En cas de dysfonctionnement de l'un des ouvrages de la station d'épuration, les eaux sont envoyées vers la station d'épuration d'Évry.

En amont, le SIARCE a mis en place des bâches tampons au niveau de certains postes de relevages (PR Mennecy, PR Lavoisier, PR robinson...etc.), pour gérer au mieux les dysfonctionnements en cas coupure de courant et d'incident sur le système d'assainissement.

Des interventions en urgence et astreintes sont prévues dans le contrat d'affermage entre le SIARCE et la Société des Eaux de l'Essonne.

Le SIARCE prévoit d'équiper les principaux postes de relevage situés à Ballancourt-sur-Essonne par des systèmes de télésurveillance. En cas de coupure électrique, panne de pompe, l'automate du poste prévient le prestataire qui a en charge l'entretien électromécanique des postes

9. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?

Le biogaz produit lors de la digestion des boues issues de la station d'épuration EXONA est exploité sous forme d'énergie thermique et électrique. Ce processus permettra d'alimenter en énergie l'unité de cogénération.

Par une cohérence topographique entre les zones collectées ? Pas de précision à court terme.

- Autres ?

2. Zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

- **Caractéristiques du zonage et contexte**

1. Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :
- des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ?

En temps de pluie, le débordement de certains collecteurs d'eaux pluviales (ex: rue du Martroy/rue Blanchard, rue du Général de Gaulle) provoque des dégâts sur les habitations et les commerces.

Des solutions ont été proposées dans la phase 4 du Schéma Directeur d'Assainissement, notamment la mise en conformité des installations d'assainissement ainsi que la création des bassins de rétention rue Martroy et rue Blanchard.

Les deux bassins de rétention ont été mis en place.

Aussi, la Direction rivière du SIARCE engagera en 2015 une étude pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de valorisation du Ru de Ballancourt. Dans le cadre de cette mission, il sera également étudié un projet de réouverture de cours d'eau au niveau de la rue de l'Aunette, qui inclura la gestion des eaux pluviales et des eaux du Ru.

- de ruissellement ?

Pas de problème de ruissellement dans la commune.

- de maîtrise de débit ?

Le Schéma Directeur d'Assainissement préconise de limiter le débit de fuite à 1l/s/ha une pluie de période de retour 10 ans.

- d'imperméabilisation des sols ?

Pour les nouvelles constructions, le SIARCE exige de mettre en place des techniques alternatives afin de gérer les eaux pluviales à la parcelle. En cas où les résultats de l'étude de sol ne permettent pas à l'infiltration, le rejet au réseau public d'eaux pluviales est autorisé après limitation du débit de fuite.

2. Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ?
Des ouvrages de stockage et d'infiltration des eaux pluviales sont présents dans le territoire de la commune (Voir réponse 7).

Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?

Réduire le débordement et la pollution du milieu naturel.

3. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?

Oui. Les principales rues concernées par les problématiques d'eaux pluviales sont : rue Martroy/rue Blanchard, avenue du Général de Gaulle et rue du Général Leclerc.

- Si oui, fournir si possible une carte. annexe 6

4. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...)?

Tableau récapitulatif des rues concernées par les problématiques d'eaux pluviales ainsi que les travaux préconisés dans le schéma Directeur d'Assainissement :

Rues concernées par les débordements	Proposition travaux
Rue du Martroy/ rue Blanchard	bassin de rétention enterré
Rue Bordes	renforcement de collecteur
Rue de la Vallée	bassin de régulation enterré
Square Mouillarde	bassin de régulation enterré
Rue de la Papeterie	renforcement de collecteur
Impasse des Violettes	création de réseau
Rue du Général Leclerc	suppression de vanne
Rue de l'Ancienne Poste	réaménagement du bassin existant

Tableau n° 2- Récapitulatif des rues concernées par les problématiques d'eaux pluviales

- Si oui, fournir si possible une carte.
5. Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ? **Oui**
- Si oui, lesquelles ?
 - entretiens des bassins de rétention et d'infiltration.
 - accompagnement des riverains sur les mesures préventives.
 - imposer des prescriptions techniques au moment de l'instruction du permis de construire ou d'aménager (Infiltration à la parcelle, prétraitement...etc.).
6. Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion)? **Oui. 8 bassins (voir tableau n°1).**
7. Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**
- **Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine**
8. Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? Selon quelle fréquence ?

Lors de fortes pluies, des débordements peuvent être observés au niveau de croisement rue Martroy/ rue Blanchard ainsi que la rue Saint Martin.

Dues à une mise en charge par un cours d'eau ? **Non**

9. Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ? **Oui. (voir tableau 3)**

10. Avez-vous subi des coulées de boues? Glissement de terrain dû à un phénomène pluvieux? **Oui (voir tableau ci-dessous)**

naturelle	Date début	Date fin	Date arrêté reconnais- sance	Date publication au JO
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	01/06/1999	01/06/1999	29/11/1999	04/12/1999
Inondations et coulées de boue	21/08/1996	21/08/1996	09/12/1996	20/12/1996
Inondations et coulées de boue	01/09/1991	01/09/1991	29/07/1992	15/08/1992
Inondations et coulées de boue	16/08/1983	16/08/1983	15/11/1983	18/11/1983
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Inondations et coulées de boue	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2006	31/03/2006	31/03/2008	04/04/2008
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/11/1996	31/08/1998	29/12/1998	13/01/1999
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/1993	30/09/1996	24/03/1997	12/04/1997
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/01/1991	31/12/1992	16/08/1993	03/09/1993
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/06/1989	31/12/1990	14/05/1991	12/06/1991

Tableau n°3 : Liste des catastrophes naturelles recensées pour cette commune (source : <http://diagnostic-ernt.info/etat-risques-ballancourt-sur-essonne-91045>)

11. Votre territoire fait-il parti :
- d'un SAGE en déficit eau ?

La commune de Ballancourt-sur-Essonne est soumise au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce. Cette dernière a connu un déficit en eau en effet ces dernières années, mais les remontées de niveaux depuis octobre 2012 ont permis de repasser au-dessus du 1er seuil d'alerte.

- d'une Zone de Répartition des Eaux ? Oui, la commune de Ballancourt-sur-Essonne est incluse dans le périmètre de la nappe de Beauce, aquifère qui a fait l'objet d'un décret le classant en ZRE depuis 1994.

3. Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

- Caractéristiques du zonage et contexte**
 - Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ? **Oui**
 - L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde t-il les questions de pollution pluviale ? **Oui**
- Des prescriptions ont-elles été proposées ? Si oui, lesquelles ?

Dans le cadre du SDA, une campagne de mesure de pollution a été réalisée sur quatre points situés sur les réseaux d'eaux pluviales. Les paramètres analysés étaient les suivants : DBO5, DCO et NH4 (paramètre caractéristique de la pollution par des eaux usées domestiques).

Les résultats d'analyse ont montré que le bassin versant 2 présente la charge polluante la plus importante, ce qui explique par la nature unitaire des réseaux, devenus réseaux d'eaux pluviales.

Des contrôles de conformité des installations d'assainissement ont été lancés. Une deuxième partie sera réalisée en 2015.

3. La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ?

Oui

• Si oui lesquels et pour quel objectif ?

Un séparateur à hydrocarbures a été mis en place. Il permet de traiter les eaux pluviales de la partie amont de la rue ancienne Poste ainsi que le nouveau parking de la CCVE.

• ***Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine***

4. Les équipements prévus consommeront-ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?

Le séparateur à hydrocarbures a été installé sous le nouveau parking de la Communauté de Commune du Val d'Essonne (CCVE) au niveau de la rue Martroy.

Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

NON. Le projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) a été réalisé dans le cadre du révision du PLU en 2012 (annexe 7 : délibération). Ce projet a intégré la protection de l'environnement.

